



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pour-une-revolution-ecologique>

Tribune libre

Pour une révolution écologique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1075 - avril 2007 -

Date de mise en ligne : lundi 30 avril 2007

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Un sociologue qui prépare un doctorat à l'Université de Nancy II, nous a envoyé pour publication un appel à l'autorité pour imposer les contraintes jugées nécessaires. Voici son cri d'alarme :

Il est évident que les avantages des habitants des pays riches, au regard de la situation économique et sociale des autres, conduisent à penser que les sociétés développées ne sont pas prêtes à une révolution écologique.

Comme l'affirmait le sociologue Michel Crozier, nous sommes dans une société bloquée. Une société marquée par ses contradictions et ses paradoxes, dans un monde où l'humain donne ce sentiment qu'il est arrivé à stabiliser la situation pour une bonne part des habitants de la planète.

Dans ce contexte, il ne faut pas toucher aux acquis. On connaît particulièrement bien cette phrase en France. Le vent des libertés individuelles est passé par là.

Or je pense que s'il y a bien encore une révolution qui peut et qui doit se faire, c'est bien celle portant sur la question écologique.

Tous les experts scientifiques le disent, il faut mettre un grand coup de frein à l'accélérateur du modèle de développement que les pays riches connaissent. Coup de frein inévitable car c'est bien de la survie de l'espèce humaine sur notre planète qui est en question. La nécessité de se préoccuper d'écologie doit surpasser toutes les autres, y compris celles du chantage à l'emploi. Nulle part sur la planète, le choix doit être entre un salaire ou bien la protection d'espaces naturels.

Quand il sera trop tard, l'espèce humaine ne se posera plus aucune autre question que celle de sa survie animale.

Il est possible d'agir à tous les niveaux, du local au mondial. Mais pour cela il faut que les dirigeants de ce monde, au même titre que nos politiques nationaux, en aient le courage et s'attaquent véritablement aux causes du problème.

Quand on voit que le principe "pollueur-payeur" est repris dans son programme des élections présidentielles de 2007 par le PS, alors qu'il n'a jamais osé, pour une raison purement électoraliste, le réaliser durant sa période de gouvernance, c'est de lui qu'il faut exiger qu'il ait le courage d'agir !

Quand, dans certains pays d'Amérique Latine par exemple, des multinationales se conduisent sans respecter des populations locales, c'est aux instances internationales qu'il faut réclamer le courage d'agir.

Lorsqu'en dépit de toutes les actions et tous les discours tenus sur le respect de l'environnement, on constate que de nombreux citoyens n'en tiennent absolument pas compte, c'est à eux qu'il faut demander d'avoir le courage d'agir. Et ce courage de l'action devrait pouvoir se matérialiser par l'introduction d'une contrainte forte. L'enjeu est tel qu'il n'y a pas d'alternative que d'imposer à l'individu de modifier son comportement.

Il s'agit bien de révolutionner les mentalités en agissant sur les libertés individuelles.

Si on veut éviter qu'une bonne partie de la population se radicalise toujours plus dans ce domaine, il est nécessaire que les politiques publiques interfèrent et jouent véritablement leur rôle de médiateurs face à ce qui pourrait ressembler à une nouvelle lutte des classes et des générations.

Nous ne sommes plus très loin de cela, en effet, quand on voit se développer des groupes de jeunes qui s'attaquent aux 4x4 urbains des plus riches et des plus anciens. Nous nous rapprochons de cette lutte quand, supportant l'inconfort que nous fait subir la planète en réponse à nos actions néfastes pour elle, un certain nombre de citoyens s'affichent avec mépris dans leur confort.

Va-t-on indéfiniment laisser brûler 400 litres de gazole par moteur, pour une petite heure de balade, dans ces grands yachts somptueux qui sillonnent les lieux paradisiaques ?

De même, laissera-t-on encore longtemps le droit à une star hollywoodienne de brûler, pour son seul plaisir, des milliers de litres de kérozène dans son boeing privé, garé dans son jardin, à l'heure où il est question de taxer davantage les avions de ligne du grand public ?

À l'instar d'Hervé Kempf, journaliste et écrivain, je pense que c'est la croissance matérielle qui accroît la dégradation de l'environnement. Or, effectivement, cette croissance matérielle est bien l'apanage des plus riches.

Si nous voulons laisser la chance aux futures générations de s'épanouir, tant dans leur relation à la nature que dans leurs relations humaines, c'est dès à présent qu'il faut anticiper une forme de décroissance.

Il faut sortir du schéma qui consiste à penser que les déséquilibres d'un coin de la planète permettent les équilibres de l'autre.

Il est temps de reposer la question centrale, à adapter, de Marx sur l'appropriation collective des ressources de la planète.

Il faut que nous devenions tous écologistes. L'union réelle de l'humanité, face à la puissance abstraite du capital, doit nous amener à ce mot d'ordre qui a résonné et pourrait résonner différemment demain : « écologistes et humanistes de tous pays, unissez-vous pour une révolution écologique ! »